De la « Promotion culturelle des immigrés » à « l'interculturel » (1974-1980) : Discours d'État sur une catégorie d'État

*From the “Cultural Promotion of Immigrants” to “Interculturality” (1974-1980):
State Speeches on a State Category*

Sylvain Laurens

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/19527>

DOI : 10.4000/conflits.19527

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 30 octobre 2017

Pagination : 15-41

ISBN : 978-2-343-13540-3

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Sylvain Laurens, « De la « Promotion culturelle des immigrés » à « l'interculturel » (1974-1980) : Discours d'État sur une catégorie d'État », *Cultures & Conflits* [En ligne], 107 | automne 2017, mis en ligne le 30 octobre 2019, consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/19527> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.19527>

De la « Promotion culturelle des immigrés » à « l’interculturel » (1974-1980) Discours d’État sur une catégorie d’État

Sylvain LAURENS

Sylvain Laurens est maître de conférences à l'EHESS et chercheur au CESSP. Il est notamment l'auteur de l'ouvrage Une politisation feutrée. Hauts fonctionnaires et immigration en France (2009). Ses travaux se situent au croisement de la socio-histoire de l'État et des classes dominantes.

« On voulait déplacer des préjugés, montrer aux Français que les immigrés n'étaient pas un peuple d'ignorants, que l'ouvrier qui travaillait à la chaîne faisait partie de la frange la plus pauvre mais que les cultures étaient belles ».
Entretien avec Francis Bouquillon, ancien directeur de l'organisme l'Information culture et immigration, Paris, 2003

Si notre façon de penser l’immigration est largement tributaire d’une *pensée d’État*, cela est sans doute dû au fait que les agents de l’État veillent non seulement à l’établissement et au maintien de frontières juridiques et administratives mais sont aussi en position de produire un métadiscours sur leurs propres catégories de classement ¹. Ils contribuent, dans le même mouvement, à actualiser les principes de division entre nationaux et étrangers au sein de l’espace social – mobilisant pour cela des ressources réglementaires et juridiques ² – mais participent aussi à l’écriture d’une histoire « officielle », immédiate, de cette opération de magie sociale à travers laquelle se pérennisent quotidiennement ces lignes de partage. Ils proposent un décompte « des entrées sur le ter-

-
1. Bourdieu P., « Esprits d’État, genèse et structure du champ bureaucratique », in Bourdieu P., *Raisons Pratiques*, Paris, Seuil, 1994, pp. 101 et suivantes ; Sayad A., « Immigration et “pensée d’État” », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1999, n° 129, pp. 5-14.
 2. Lochak D., *Étrangers, de quel droit ?*, Paris, PUF, 1985 ; Spire A., *Étrangers à la carte : l’administration de l’immigration en France*, Paris, Grasset, 2005.

ritoire », chiffrent l'apport de l'immigration à une « économie nationale », comptabilisent les « actes xénophobes », bref opèrent une mise en récit de l'ensemble des relations qu'une société nationale entretiendrait avec « ses » étrangers. Les agents de l'État sont ainsi parmi les premiers producteurs et financeurs de discours et d'images publiques sur « l'immigration » et « l'immigré ».

À cet égard, le volet « culturel » de la politique d'immigration est trop souvent considéré comme une question secondaire et a fait l'objet de peu d'études, en comparaison, par exemple, à la question de la législation régissant les entrées et le séjour. En France tout particulièrement, ce volet pâtit d'une « absence relative dans le développement de l'historiographie française de l'immigration ³ ». Il offre pourtant, dans une perspective socio-historique, une focale privilégiée pour analyser, à l'état explicité et objectivé, ce travail de production symbolique auquel contribuent les agents de l'État en proposant « leur » version de l'histoire et « leur » vision des rapports sociaux en matière d'immigration ⁴.

Le volet culturel de la politique d'immigration permet d'appréhender, sous une forme matérialisée, la mise en mots et en images de représentations que les fonctionnaires-gouvernants ⁵ contribuent à promouvoir auprès de l'ensemble d'une société nationale. Cette production symbolique, à laquelle des experts ou des universitaires sont parfois conviés, sous-tend une description légitimée de ce que seraient les immigrés, de ce qui constituerait leur « culture d'origine », de ce que seraient leurs liens, leurs échanges avec « les Français ». Ils constituent un bon exemple de tentative d'imposition d'une domination culturelle, une forme de « lutte culturelle » qui – sans fabriquer totalement les perceptions populaires – peut en confiner ou en contrer localement des définitions ⁶.

Tous les aspects de ce processus ne seront pas abordés dans le cadre de cette contribution, car retracer la sociogenèse d'un volet « culturel » de la politique d'immigration française constituerait sans doute un programme de recherche en soi. La constitution, dans sa forme contemporaine, d'une politique de « promotion culturelle » des immigrés puis d'une « politique inter-culturelle », sera abordée à partir des matériaux recueillis dans le cadre d'une

3. Escafré-Dublet A., *Culture et immigration. De la question sociale à l'enjeu politique (1958-2007)*, Rennes, PUR, 2014, p. 16.

4. Laurens S., *Hauts fonctionnaires et immigration en France (1962-1981). Socio-histoire d'une domination à distance*, Thèse pour le doctorat de l'École des hautes études en sciences sociales, 2006 (voir notamment le chapitre X consacré aux politiques culturelles).

5. À la suite de J. Lagroye, de J.-M. Eymeri-Douzans, nous privilégions le terme de fonctionnaires-gouvernants pour désigner ces agents relevant de la haute fonction publique et circulant alternativement entre positions administratives et politiques au cours de leur carrière (Laurens S., *op. cit.*, 2009, p. 17).

6. Hall S., « La déconstruction du "populaire" », in *Identités et cultures*, Paris, Éditions Amsterdam, 2007, pp. 119-125.

recherche qui a mis l'accent sur le rôle joué par les hauts fonctionnaires dans un processus qui a refait de l'immigration un problème public constamment sous les feux du « débat public » depuis la décennie 1970.

C'est dans ce cadre qu'il sera procédé à l'étude des organismes qui ont eu en France, à compter du milieu des années 1970, à assurer la diffusion et la médiatisation d'une représentation officielle et promue par l'État des travailleurs immigrés. Le volet culturel de la politique d'immigration tel qu'il évolue et se transforme dans cette période offre un prétexte privilégié pour étudier des fonctionnaires-gouvernants aux prises avec la production officielle d'un discours sur les différences culturelles. Ces différents organismes n'ayant pas fait l'objet de dépôt d'archives publiques, cette contribution repose principalement sur une étude d'archives privées, complétée par les témoignages de différents hauts fonctionnaires et responsables politiques chargés au sein de l'administration et du gouvernement d'en contrôler l'évolution. Contenant beaucoup de notes informelles et de documents de travail, elles offrent de nombreux exemples des tentatives de surveillance dont font part ces organismes à prétention culturelle, tant de la part de l'État français que des pays tiers surveillant l'expression culturelle de leurs ressortissants à l'étranger.

Nous appréhenderons dans un premier temps la constitution de ces organismes paraétatiques en restituant ce que leur genèse doit aux paradoxes de la « nouvelle » politique d'immigration promue par Paul Dijoud. Cet investissement de l'État dans la promotion d'un discours « pédagogique » sur la « culture de l'immigré » est, en effet, lié à une configuration politico-administrative particulière et a nécessité l'implication d'agents venus d'espaces divers dont la spécialisation progressive sera retracée. Il sera montré dans un second temps dans quelle mesure ce travail de publicisation emprunte des procédés rhétoriques classiques à travers lesquels se joue la difficile imposition d'une représentation étatique des rapports entre Français et immigrés accompagnant les politiques migratoires du moment. Le volet culturel de la politique d'immigration suppose de faire vivre le besoin d'une intervention administrative là où d'autres acteurs associatifs et militants prétendaient déjà contribuer à l'expression culturelle des travailleurs migrants. Les manifestations publiques (qui doivent rester discrètes pour ne pas heurter une partie de l'électorat conservateur) et le recours à un vocabulaire valorisant l'existence de « cultures différentes » dont seraient porteuses des « communautés immigrées » bornent ces productions officielles qui se voient rapidement contestées. Pour perdurer, cette entreprise officielle de culturalisation des différences sociales va alors largement mobiliser le lexique de « l'interculturel », un discours dominant à compter de 1979 et qui est promu au même moment dans des instances internationales et européennes. Mais en dépit d'un recours à des terminologies progressistes, ce discours public et étatique produit par des organismes officiels racontant la culture et « l'histoire » des immigrés va se heurter de façon osten-

tatoire aux réalités plus répressives du contrôle administratif du séjour, ce type de production symbolique ne pouvant que très partiellement invisibiliser les pratiques administratives réelles en matière de politiques migratoires.

« Vont-ils rester ou partir ? » L'ambivalence originelle d'une « promotion culturelle des immigrés »

Créées en 1976 – à la suite des circulaires du 2 septembre 1976 et du 29 décembre 1976 – l'ONPCI (l'Office national de promotion culturelle des immigrés) et le CEDIM (Centre d'étude et de documentation sur l'immigration) sont les deux structures qui marquent le lancement d'une politique « de promotion culturelle » en direction des immigrés dans les années 1970⁷. Leur mise en place est intimement liée aux orientations fixées dans le cadre de « la nouvelle politique d'immigration⁸ » promue alors par le secrétaire d'État aux Travailleurs immigrés, Paul Dijoud, et mise en mots par ses conseillers⁹. L'introduction de nouveaux travailleurs immigrés étant officiellement suspendue depuis le 3 juillet 1974, la politique d'immigration telle qu'elle est alors définie en Conseil des ministres comprend trois volets distincts. Tout d'abord, il s'agit pour le gouvernement de mener des renégociations bilatérales avec les pays d'émigration afin de limiter les arrivées de migrants en provenance des anciennes colonies (en alignant progressivement ces pays sur un régime de circulation restrictif) tout en facilitant la venue de travailleurs immigrés espagnols et surtout portugais. Ensuite, il s'agit de mener une politique « volontariste » d'intégration, afin de faciliter « l'insertion » des travailleurs immigrés qui souhaiteraient rester en France. Enfin, les différents services en charge des migrants sont invités à encourager, dès 1976, d'abord discrètement puis publiquement, les « réinsertions » – pour reprendre la terminologie administrative et gouvernementale d'alors – c'est-à-dire les retours de travailleurs immigrés dans leur pays d'origine. Dans leur genèse même, ces organismes culturels sont, en tout point, le produit de cette configuration administrative particulière.

7. Ces deux structures fusionnent le 30 novembre 1977 et donnent le jour à l'ICEI rebaptisée ADRI en 1982.

8. Résumée dans Secrétariat d'État aux Travailleurs Immigrés (SETI), *La nouvelle Politique d'immigration*, Paris, Circa, 1976.

9. Parmi ces conseillers mobilisés sur ces enjeux, Philippe Moreau-Defarges alors jeune conseiller technique au cabinet de Paul Dijoud est un des principaux rédacteurs du livre publié par Paul Dijoud intitulé « La nouvelle politique d'immigration ». Il se trouve associé à Jean-Jacques Gentil (voir ci-dessous). D'autres conseillers comme P. Schiettecatte sous Stoléru ou Dominique Maire (attachée de presse) seront mobilisés au fil des mois.

Une politique culturelle marquée par les paradoxes d'une « nouvelle politique de l'immigration »

Le volet culturel de la politique d'immigration, comme ses autres dimensions, ne peut se penser qu'en considérant en permanence ce qu'il doit aux rapports diplomatiques du moment – relations d'État à État, action des agents du Quai d'Orsay mais aussi des représentations consulaires qui surveillent l'expression publique de « leurs ressortissants », notamment les opposants politiques en exil ¹⁰.

Dans cette perspective, la dimension culturelle est dès le départ pensée, du côté des fonctionnaires-gouvernants français chargés de négocier les conventions de main-d'œuvre, comme une contrepartie à offrir aux pays d'émigration qui se voient ainsi assurés que leurs compatriotes garderont un lien avec leur pays d'origine. La mise en place de ces organismes est consécutive aux renégociations d'accords bilatéraux de main-d'œuvre qui prévoient explicitement des clauses selon lesquelles l'État français s'engage à valoriser les cultures des travailleurs immigrés. Un des éléments qui justifie du côté diplomatique la mise en place de ces politiques est la crainte des pays d'émigration de ne pas voir rentrer leurs ressortissants et de perdre ainsi le bénéfice d'une main-d'œuvre abondante et qualifiée en cas de retour de la croissance (notamment le Portugal où s'est constitué en miroir un « problème public de l'émigration » ¹¹). Les hauts fonctionnaires français « vendent » ainsi en quelque sorte à leurs interlocuteurs étrangers (surtout les pays qu'ils souhaitent favoriser au détriment du contingent algérien) l'idée que leurs ressortissants expatriés auront la possibilité d'avoir accès à des produits culturels dans leur « langue d'origine ».

Le maintien d'un « lien culturel » est censé favoriser la réinsertion des travailleurs immigrés dans leur pays d'origine, une fois qu'ils souhaiteront retourner « chez eux ». Cette stratégie implique, pour les conseillers de Paul Dijoud, que soit porté dans l'espace public et par l'État français un discours à l'intention des immigrés. Mais dans le même mouvement, dans le cadre d'une politique de main-d'œuvre sélective, ces derniers ne peuvent qu'admettre que certains immigrés seront voués à s'installer en France.

La transcription institutionnelle d'un volet culturel de la politique d'immigration est ainsi compliquée par la diversité et parfois la contradiction des messages émis ainsi que par la multiplicité des publics anticipés (représentations consulaires des pays d'émigration, citoyens français et travailleurs immigrés). Pour toutes ces raisons, les conseillers de Paul Dijoud créent initiale-

10. Sayad A., *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*, Paris, De Boeck, 1991.

11. Pereira V., *La dictature de Salazar face à l'émigration : l'État portugais et ses migrants en France, 1957-1974*, Paris, Sciences Po, 2012.

ment deux organismes. L'un, le CEDIM, est censé « faciliter le dialogue » par la diffusion auprès des Français d'informations sur les conditions de vie des travailleurs immigrés. L'autre, l'ONPCI, doit en théorie promouvoir et maintenir « un lien culturel » entre les travailleurs immigrés et leurs pays d'origine dans la perspective d'un éventuel retour.

La concrétisation technique du projet est suivie de près par le cabinet de Paul Dijoud, qui opte, sur le plan juridique, pour la création de deux associations. Les logiques implicites et les contraintes matérielles qui apparaissent dans les échanges de notes témoignent du statut de relative dépendance dans laquelle, dès le départ, la dimension culturelle de la « nouvelle politique d'immigration » est sciemment maintenue : facilité et rapidité dans la constitution des statuts, possibilité d'externaliser et de sous-traiter au privé une partie des activités de l'association, grande liberté dans le recrutement et la détermination de grilles de rémunération des salariés, etc. Ce procédé permet de contourner en partie l'administration centrale et notamment la Direction de la population et des migrations (DPM) que Paul Dijoud espère reléguer au simple rôle de pourvoyeur de fonds. Cette formule sera d'ailleurs pérennisée au nom du contournement du « carcan administratif » à chaque changement de secrétaire d'État, que cela soit après la nomination de Lionel Stoléru ¹², au moment de la fusion de ces deux organismes en un seul en 1978 au motif d'assurer plus de « souplesse ¹³ » ou même en 1981.

12. Archives de Francis Bouquillon (AFP). Procès-Verbal de la constitution de l'ICEI en 1978 : « il ne s'agit pas de créer avec l'ICEI une nouvelle administration a souligné le secrétaire d'État ».

13. Archives de l'ADRI, procès-verbal de l'AG du 14 novembre 1984.

« S'occuper des immigrés » pour séduire l'opinion publique

La création de ces organismes se fait également dans le cadre d'une stratégie de séduction de l'électorat de gauche assumée et énoncée publiquement par Valéry Giscard d'Estaing, dans la perspective des élections municipales de 1977. Ces deux organismes se voient confier une mission de valorisation des actions menées par le gouvernement en faveur des travailleurs immigrés auprès des acteurs militants et associatifs. Dans cette démarche en direction de l'opinion publique, les conseillers de Dijoud empruntent alors en partie aux formes d'un travail associatif pré-existant. Ils adoptent, en effet, les accents d'une expression publique de la parole « immigrée » telle qu'elle est déjà structurée dans les associations de défense des travailleurs immigrés. Le nom des organismes comme le CEDIM (dont on devine ce qu'il doit à un emprunt opportuniste au CEDETIM ¹⁴), le code visuel de certains documents (voir *infra*, « le journal des immigrés » à l'esthétique presque révolutionnaire) ou même le profil des personnes recrutées vont dans un même sens et visent à rendre ces offices nouvellement créés « crédibles » auprès du secteur associatif et militant (c'est-à-dire ici doués d'une forme d'indépendance et d'une consistance quasi militante).

Au moment même où la « parole des immigrés » devient politiquement la plus visible, ces hauts fonctionnaires s'attachent à contrôler son expression culturelle et publique. En effet, grâce à l'action de militants politiques, syndicaux et associatifs, les mouvements de grèves de la faim contestant les circulaires Marcellin-Fontanet ¹⁵, les grèves dans les foyers SONACOTRA ¹⁶, la dénonciation des discours racistes (devenu un délit avec la loi du 1^{er} juillet 1972) et l'activisme d'associations « culturelles » plus ou moins proches des représentants consulaires, les conditions d'émergence d'un discours spécifiquement « immigré » se mettent en place ¹⁷.

Ces mouvements, qui connaissent depuis le début des années 1970 une audience de plus en plus importante, échappent alors largement aux acteurs politiques dominants mais aussi aux agents de l'État. Réappropriées par les fonctionnaires-gouvernants, les terminologies issues de la société civile (comme la nécessaire dénonciation du racisme) vont être réajustées aux contraintes de l'action publique. La création de ces organismes est publiquement légitimée à plusieurs reprises par le secrétaire d'État et ses conseillers par

14. Le CEDETIM (Centre d'Études anti-impérialistes) est un collectif qui réunit des acteurs associatifs ou universitaires.

15. Du nom des ministres de l'Intérieur et du Travail.

16. Hmed C., *Loger les étrangers "isolés" en France : socio-histoire d'une institution d'État*, Thèse pour le doctorat de science politique, Université Panthéon-Sorbonne, 2006.

17. Tewfik A., Buffard J.-P., Marie M. et Regazzola T., *La fonction miroir : on croit parler des étrangers alors qu'en fait...*, Paris, CORDES, 1974 ; Siméant J., *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.

la mise en avant d'un racisme « ordinaire » – « des Français éprouveraient » un sentiment de rejet face aux immigrés :

« L'incompréhension des Français provient largement de la manière dont s'est développée l'immigration ces dernières années. La population étrangère a cru très vite, et les Français ont eu le sentiment confus d'être soumis à une sorte d'invasion, et donc d'être dépossédés de leur sol. L'immigré viendrait ainsi prendre notre travail, notre logement... et même nos filles et nos femmes ¹⁸ ».

Les conseillers du secrétaire d'État se font ici les « ventriloques » du populaire à travers la construction d'un Français ordinaire. Pour être dénoncés, les préjugés du peuple devraient être « dits ». Face à certains citoyens qui nourri- raient face à l'immigré le « vœu unique et scandaleux qu'il retourne au pays et qu'il disparaisse ¹⁹ », les pouvoirs publics se devraient d'adopter une forme de pédagogie particulière. Pour Paul Dijoud et ses conseillers, il existerait deux formes de « racisme », un racisme « politique », théorisé et pénalisable depuis la loi de 1972 et un racisme qui « provient des préjugés, d'un acquis qui n'a jamais été remis en cause, d'autre part, d'une agressivité délibérée, systéma- tique, prête à inspirer les actes les plus atroces ²⁰ ». Ce dernier représenterait le « racisme » du « plus grand nombre », le « produit de l'ignorance et de la paresse » et, face à celui-ci, « l'effort à mener doit être pédagogique ²¹ ». Les médias se voient alors confier dans ce dispositif symbolique le rôle de pacifi- cateurs des relations sociales. Ils doivent « dissiper l'incompréhension » et permettre un « consensus social stable ²² » :

« C'est donc une imprégnation lente, progressive qui ne doit ni las- ser ni exaspérer et qui implique des actions successives, s'étalant sur une longue période, et conduisant chacun à s'interroger sur la condition des immigrés et à se défaire pas à pas de ses préjugés, de ses réflexes irraisonnés. (...) Rappelez-vous *La case de l'oncle Tom*, qui fait aujourd'hui sourire certains, mais qui probablement fait encore verser des larmes, a amorcé un mouvement considérable. Contrairement à ce qu'affirment nos cyniques, les bons sentiments servent à ébranler l'indifférence. (...) Des émissions consacrées au Portugal, à la Turquie, à la Yougoslavie, au Maghreb sont indispen- sables, afin, à nouveau de détruire cette confusion pernicieuse entre l'immigré et l'Arabe ²³ ».

18. Dijoud P., « Instaurer des relations nouvelles entre Français et immigrés », *Hommes et Migrations*, n° 908, 1976, p. 17. À cette époque le bulletin *Hommes & Migrations* est très lu par les agents administratifs et les acteurs associatifs travaillant à l'accueil des étrangers. Il reproduit de ce fait énormément de circulaires et de documents administratifs.

19. Dijoud P., Introduction au dossier « Immigration », *Revue droit Social*, 1976, p. 3.

20. SETI, *La nouvelle Politique...*, op. cit., p. 31.

21. *Idem.*

22. Dijoud P., « Instaurer des relations nouvelles entre Français et immigrés », art. cit.

Une première émission télévisée intitulée « Immigrés parmi nous » est proposée pendant quelques mois par le CEDIM destinée aux Français. Elle est diffusée un dimanche sur deux sur FR3 de 18h15 à 18h45 à compter du 18 janvier 1976. Une note d'information émise par la DPM en direction des associations précise que « cette émission entend prendre acte de ce que l'immigration est désormais considérée, au plan national, comme un fait social qui ne peut être méconnu. [...Elle] présente une image vraie de la vie des immigrés, qui ne relève ni d'un misérabilisme de commande, ni d'un pittoresque hors de mise ²⁴ ». Le discours officiel produit par l'administration justifie des mesures qui sont, en grande partie, conditionnées par des logiques diplomatiques ou électorales en endossant l'idée que « l'immigration serait un fait social ». Cette idée qu'il faudrait montrer la « vraie vie des immigrés » et non une version misérabiliste (suspectée d'idéologie) ou pittoresque (suspectée de paternalisme) devient une constante des discours de justification de ces organismes. L'ONPCI insiste également sur la dimension populaire, « destinée au plus grand nombre » des cultures « immigrées » qui devront être diffusées :

« Parmi les quatre millions d'immigrés qui vivent en France une proportion importante court le risque de perdre son identité culturelle et d'être coupée des sources de son épanouissement personnel. (...) La mission de l'Office n'est pas de satisfaire quelques esthètes mais de contribuer à la mise en place des outils d'une culture populaire, destinée au plus grand nombre ²⁵ ».

Ces discours façonnés et formulés, au départ, par les agents de la DPM et les conseillers de Paul Dijoud se voient progressivement repris mais aussi en partie appropriés et transformés par les agents en charge de l'activité de ces offices, des agents recrutés dans des espaces très divers mais dont les trajectoires éclairent sur les milieux sociaux qu'il s'agit d'influencer et sur les objectifs confiés dès le départ à la « promotion culturelle des immigrés ».

Les fondements sociaux hétérogènes d'une « promotion culturelle des immigrés »

Si, dans un premier temps, ces deux structures évoluent de façon séparée, elles ont pour point commun de constituer l'aboutissement de stratégies de reconversion initiées par des hauts fonctionnaires venus d'espaces très différents. L'octroi des postes perçus comme honorifiques, comme président, directeur ou « membre du conseil d'administration », est laissé à la discrétion du cabinet et confié dans sa grande majorité à des hauts fonctionnaires sans

23. SETI, *La nouvelle Politique...*, op. cit., p. 20.

24. Note du DPM du 14 janvier 1976, reproduit dans *Hommes & Migrations*, n° 902, mars 1976.

25. Projet de programme pour l'ONPCI, janvier 1976, reproduit dans *Hommes & Migrations*, n° 910, 1976.

postes fixes venus de la Coopération. Comme le décrit hors magnétophone un ancien directeur de ces organismes, cet appel à des agents venus de la « coopé » s'explique principalement par les liens privilégiés que les responsables de ces organismes sont censés tisser rapidement avec les représentants des différents pays d'émigration, les anciens d'Algérie « venant avec leur carnet d'adresses et leurs relations ». Il est présumé que les hauts fonctionnaires de la coopération disposent, plus que d'autres, de compétences immédiatement reconvertibles en matière d'immigration. Le poste de président de l'ONPCI est ainsi confié à Stéphane Hessel qui, vient d'être écarté des canaux habituels de la diplomatie et de la coopération en raison de « l'affaire Claustre ²⁶ ». Il trouve dans la création de cet Office un lieu de reconversion bienvenu ²⁷ : « J'ai essayé de la libérer et au lieu d'y arriver j'ai au contraire brouillé la France et le Tchad et par conséquent Valéry Giscard d'Estaing qui présidait la République a demandé qu'on me fasse sortir du ministère de la Coopération et qu'on ne m'y voie plus parce que j'avais en effet mal négocié. C'était tout à fait normal qu'il veuille m'écarter ²⁸ ». Sa nomination à un poste en lien avec l'immigration correspond donc pour lui à une forme de sanction, sa nomination dans cet office représentant un « placard doré » dont il espère rapidement sortir.

Mais c'est aussi une affectation où le capital social accumulé lors de ses expériences algériennes peut être mobilisé. En 1964, Hessel avait été, en effet, nommé conseiller des Affaires étrangères de première classe, détaché au secrétariat d'État aux Affaires algériennes à Alger (1964-1968). Il était alors chargé de développer les liens « culturels » entre Français et Algériens, ce qui le plaçait en position de tisser des liens avec les milieux culturels algériens ²⁹. Président de l'association France-Algérie, succédant à Germaine Tillon, Hessel est également un temps président de l'association des foyers internationaux (1959-1964), ainsi que de l'AFTAM ³⁰. L'émergence d'un volet culturel de la politique d'immigration rend ainsi visible des liens préexistants entre des hauts fonctionnaires qui évoluent dans le secteur de la Coopération. Au poste de directeur de l'Office, Stéphane Hessel conseille par exemple Jacques

26. Les époux Claustre étaient des ressortissants français pris en otage au Tchad. Hessel, chargé de mission au cabinet de Pierre Abelin (ministre de la Coopération) en 1974, ne parvient pas à les faire libérer. Ces derniers seront libérés seulement en 1977.

27. Né en 1917 à Berlin et décédé en 2013, Hessel est un ancien élève du lycée Louis Le Grand et de l'École Normale Supérieure. Naturalisé français avant la guerre, il rejoint Londres en 1941 où il intègre la Résistance. Il est arrêté en juillet 1944 et déporté. À la Libération, il se présente au concours général ouvert aux anciens combattants. Nommé directeur administratif au secrétariat général des Nations Unies à New York (1946-1950), il entame une carrière de diplomate. Attaché au cabinet de Pierre Mendès France (1955), il est ensuite conseiller du haut-commissaire de France à Saïgon (1955-1956), chef du service de la coopération technique à la Direction générale des Affaires culturelles et techniques (1957-1959), avant d'être nommé directeur de la Coopération avec la communauté et l'étranger au ministère de l'Éducation nationale (1959-1964).

28. Entretien avec Stéphane Hessel, Paris, 2003.

29. Hessel S., *Danse avec le Siècle*, Paris, Seuil, 1997, p. 171.

30. Association pour la formation technique de base des africains et Malgaches. Association qui gère pour l'essentiel des foyers de travailleurs immigrés dans les années 1970.

Roze, haut fonctionnaire qu'il a connu lors de son passage au poste d'attaché culturel à l'ambassade d'Algérie. Du côté du CEDIM, Paul Dijoud choisit de nommer comme président Jacques Augarde, ancien sénateur de Constantine ³¹. Là encore, la connaissance des pays d'émigration, et tout particulièrement de l'Algérie, semble être un facteur déterminant pour expliquer cette nomination. Si ces postes de premier plan sont confiés par le cabinet ministériel à des hauts fonctionnaires, le personnel d'encadrement logistique, plus jeune, est recruté dans un vivier plus proche de réseaux culturels métropolitains ³². Certains noms sont donnés par le cabinet et sont des personnalités réputées proches ou bienveillantes à l'égard du gouvernement. Mais l'analyse des parcours révèle également des parcours militants plus proches de la gauche associative ou militante. Ceux-ci sont recrutés mais non sans conditions comme l'évoque l'ancien directeur du CEDIM en parlant du recrutement d'un ancien militant du GISTI :

« Je recevais les gens et je leur disais soit tu restes un pur et tu ne fais rien. Soit tu viens dans l'aventure et tu acceptes de faire attention de ne pas trop en faire contre le gouvernement. Tu acceptes d'être le contrepoison... Je pense que j'aurais pas réussi ce que j'ai fait si j'avais pas su magnétiser un certain nombre de gens de sensibilité de gauche ³³ ».

Le recrutement d'un « militant » dans la structure nourrit son indépendance formelle et, dans la mesure où ses velléités politiques sont neutralisées au mieux, la coloration politique ne peut que servir objectivement l'institution qui apparaît n'exclure « ni les divergences ni les discordances (...) le point d'honneur libéral [se nourrissant] de cette diversité dans l'unité ³⁴ ». Parmi la cinquantaine d'employés recrutés par ces deux offices, le parcours de Tewfik Farès, réalisateur de *Mosaïque*, paraît archétypal. Il permet de percevoir à quel point c'est un ensemble de compétences militantes et techniques (ici cinématographiques) acquises dans le cadre plus général de l'indépendance algérienne, elles-mêmes s'actualisant dans un ensemble de relations sociales tissées avec un milieu culturel et universitaire parisien (dont Abdelmalek Sayad), qui le placent en position d'être recruté pour réaliser *Mosaïque*.

31. Né en 1908 à Agen, il est député MRP entre 1946 et 1951, nommé sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil chargé des Affaires musulmanes (1947-1948) puis sénateur de Constantine (1951-1959) et maire de Bougie (1947-1962).

32. Pour les émissions à l'étranger la réalisation de *Mosaïque* est par exemple confiée à Jean-Marie Carzou (fils de peintre, normalien et alors apprenti réalisateur).

33. Entretien avec Francis Bouquillon, Paris, 2003.

34. Bourdieu P. et L. Boltanski, « La production de l'idéologie dominante », *Actes de la recherche en Sciences Sociales*, 1976, n°2/3, p. 5.

Tewfik Farès : Des actualités du FLN au « contrepoison » de la politique d'immigration

Né en 1942, Tewfik Farès est le fils d'A. Farès, enseignant, militant et syndicaliste co-fondateur du syndicat algérien UGTA (Union Générale des Travailleurs Algériens), arrêté pendant la guerre d'Algérie (un des créateurs avec Germaine Tillon des centres sociaux et importateur des méthodes d'éducation actives). Arrivé en 1956 à Paris pour reprendre ses études, il passe son bac au Lycée Voltaire avant de tenter d'intégrer l'IDHEC (une école de cinéma). Il s'inscrit peu de temps à l'Université et, par le biais de relations militantes qu'il entretient avec le FLN, intègre la réalisation des actualités cinématographiques algériennes à partir de 1963. Cette première expérience cinématographique lui permet de pénétrer un milieu jusque-là relativement fermé mais dans lequel il parvient très rapidement à apparaître comme un des réalisateurs algériens les plus engagés. Fortement impliqué dans le milieu artistique et associatif parisien, Tewfik Farès multiplie les projets et se spécialise sur l'Algérie et sur le thème de l'immigration des travailleurs algériens :

« A l'époque Dijoud était secrétaire d'État à l'Immigration. Moi je voulais faire un premier grand film sur les immigrés intitulé "Les jours difficiles". J'ai commencé à démarcher pour essayer de le faire. Et j'avais des amis qui étaient des amis intimes de Dijoud... – *Mais comment on fait pour avoir des amis qui sont amis intimes de Dijoud ?* – Parce qu'en dehors de ministre, il était maire de Briançon. Et mes amis habitaient Briançon et le connaissaient très bien. L'aidaient dans ses campagnes etc. Et donc un jour j'ai pu avoir un rendez-vous avec le cabinet. Mais c'était pas Dijoud. Je suis tombé sur un conseiller qui m'a dit "écoutez Monsieur, vous avez le culot de nous demander de vous aider pour faire un film pareil ! Mais c'est inacceptable, subversif, comment pouvez-vous penser que l'on peut vous aider ?" Tout ça pourquoi ? Parce que dans mon scénario il y avait une grève de la faim. (...) Démerdez-vous pour faire votre film mais ne comptez pas sur nous pour vous aider. (...) Quand j'ai fini ce film j'avais décidé de ne plus revenir en Algérie et c'était la thématique d'ici, où je vivais, qui m'intéressait. Je me dis qu'il faudrait faire une émission à la télé et il y avait une émission qui s'appelait « immigrés parmi nous ». Les mots veulent bien dire ce qu'ils veulent dire. C'est-à-dire que manifestement elle s'adressait aux Français. C'était dire voilà les coléoptères, on vous les présente, ils sont gentils... Moi j'ai pensé qu'il fallait que ce soit une émission dans laquelle il y ait aussi la possibilité d'une expression de ces gens. (...) Moi j'avais un très bon ami, c'est Sayad, vous devez au moins connaître son nom, Sayad Abdelmalek, ... – *Vous connaissiez Sayad ?* – Oui on a été étudiants ensemble. Donc c'est un très bon copain à moi et un dimanche il venait déjeuner à la maison. Il était accompagné d'une fille qui s'appelait Mounia Ouri qui travaillait à l'époque à l'ONPCI. (...) Et cette fille me dit écoutez Monsieur Farès il faudrait que vous veniez parler de ça à mon patron parce que je crois que l'on a envie de faire ça ³⁵ ».

Ce long extrait illustre les linéaments multiples d'une spécialisation. C'est l'acquisition d'un capital militant qui finalement place Tewfik Farès en position de se voir proposer la réalisation des actualités algériennes. Puis l'inscription dans un milieu associatif et artistique, le pousse à côtoyer

35. Entretien avec Tewfik Farès, Paris, 2004.

Abdelmalek Sayad et d'autres réalisateurs algériens. Enfin ses liens avec des réseaux de sociabilité dont on devine qu'ils sont en partie politiques lui permettent d'être en mesure de rencontrer une première fois Paul Dijoud. La nécessité pour le cabinet du Secrétaire d'État, dans le cadre d'une stratégie de séduction des milieux associatifs et militants, de préserver l'autonomie apparente de ces offices font de Tewfik Farès un candidat idéal : lié au cinéma anti-impérialiste algérien, il apparaît comme un acteur indépendant et donne au projet une consistance militante à laquelle aspiraient les conseillers. Il intègre donc l'ONPCI où il met en place le projet d'émission « *Mosaïque* » dont la première mouture sera diffusée en janvier 1977.

Sur le plan du fonctionnement des institutions, l'amalgame entre ces différents agents, venus d'espaces différents, ne se fait pas sans conflits. L'ensemble ne peut fonctionner que dans la mesure où une division des tâches implicite s'effectue entre les titulaires de postes honorifiques qui acceptent de mettre leur carnet d'adresses, notamment dans le secteur de la culture, au service de l'association, les directeurs en charge de l'aspect financier du projet et les réalisateurs opérationnels des émissions de télévision et les intervenants aux parcours plus proches des mondes associatifs et militants. Ces derniers se trouvent alors sous la double contrainte d'apparaître libres sans l'être, oscillent entre une défiance permanente et une révérence presque « contre-productive » (du point de vue du gouvernement). Ces tensions sont dès lors également apparentes dans toute la production publique d'une imagerie « immigrée » qui, si elle est dense et abondante, reste aussi le produit de ces contraintes.

L'État parlant de « ses » immigrés : la routinisation d'une production symbolique

Malgré leur position relativement subalterne dans l'espace de l'action publique, les hauts fonctionnaires et les militants en poste dans ces structures participent conjointement à la formulation d'un *problème public de l'immigration*. Ils suivent en cela la ligne promue par les conseillers de Paul Dijoud qui évoque un « problème des immigrés », problème qu'il faudrait appréhender dans une longue durée et qu'il s'agirait pour la société française de prendre en charge ³⁶. Pour susciter cette « prise de conscience », ces deux Offices disposent, via le Fonds d'action sociale (FAS), d'un budget de 40 millions de francs à eux deux (dont 15 millions servent à financer les émissions de télévision). Les moyens de communication utilisés sont extrêmement variés : depuis les émissions de télévision, les plaquettes explicatives et les affiches distribuées dans les lieux publics, en passant par les supports de cours envoyés à l'Éducation Nationale, la réalisation de films destinés à être projetés en classe, la réalisation d'expositions sur les cultures des pays d'émigration, jusqu'à la mise en place de programmes radiodiffusés, au financement d'une « ligne téléphonique d'assistance » en collaboration avec l'association inter-service migrants...

36. SETI, *La nouvelle politique...*, op. cit., p. 32.

Tous ces supports visent à modeler la définition collective³⁷ de l'immigration en proposant une mise en images ainsi qu'une mise en mots de la venue des travailleurs immigrés en France et de leur rapport avec la société française. Mais pour parvenir à leurs fins ces agents doivent s'imposer dans un espace où d'autres acteurs produisent déjà un discours sur la « culture » des immigrés.

Faire exister le besoin de l'État en matière de « culture d'immigration »

La construction de ce discours est immédiatement contingente d'un positionnement face aux producteurs de discours pré-existants sur la « culture » des immigrés. Il s'agit, pour les hauts fonctionnaires en poste dans ces offices, d'obtenir le monopole, la *propriété* (au sens de Gusfield³⁸) des discours autorisés sur cette question afin d'en imposer leur formulation « légitime », celle qui leur permettra d'attester du bien fondé de leur action. Dans cette mise à l'écart des définitions concurrentes, se joue aussi la capacité de l'État et du pouvoir politique du moment à reprendre la main sur l'expression publique des immigrés et d'apparaître comme l'interlocuteur privilégié des associations de travailleurs. Ce faisant, ces fonctionnaires-gouvernants tentent d'imposer la représentation d'un travailleur immigré formulant où qu'il soit et quels que soient sa situation et son travail « un besoin de culture » (auquel l'État pourrait pourvoir, légitimant ainsi son investissement dans ce domaine). Ce travail de formulation se heurte bien sûr, en coulisses, à une réalité plus complexe. Un des meilleurs exemples qui peut être trouvé de ce « besoin de culture » des immigrés, « vu » depuis l'office et sa confrontation avec la réalité, réside sans doute dans les spectacles offerts chaque année par l'organisme aux travailleurs saisonniers espagnols et marocains venus dans le sud de la France pour participer aux travaux agricoles. L'ONPCI est en effet chargée à compter de 1977 de mener une opération autour de la venue des travailleurs saisonniers durant la saison des récoltes et des vendanges³⁹. Trois équipes « d'animateurs » doivent intervenir dans trois départements : le Vaucluse, le Lot-et-Garonne et le Gard. L'objectif de ces interventions est de « revaloriser les travailleurs saisonniers par le biais de leur culture en créant une prise de conscience chez les Français de l'existence du patrimoine des saisonniers ». Durant deux mois, 55 communes sont visitées et 70 représentations sont données. Tous les rapports des agents de l'Office soulignent à quel point « les différentes équipes ont rencontré des difficultés ». Les rapports évoquent « un public difficile, parce que bruyant, indiscipliné, montrant ses humeurs, ne respectant pas le spectacle (même s'il l'aime), impatient, ne sachant réprimer sa critique... ». Selon les localités le bilan des spectacles oscille entre indifférence du public et hostilité

37. Blumer H. « Social Problems as Collective Behavior », *Social Problems*, n° 3, 1971, 298, pp. 298-306.

38. Gusfield J., « Constructing the ownership of social problems: fun and profit in the welfare state », *Social problems*, n° 36, 1989, pp. 431-441.

39. AFB. Les extraits entre guillemets qui suivent sont extraits d'une note du 21 novembre 1977 de l'ONPCI.

latente. « En ce qui concerne les rapports français-immigrés, il faut reconnaître qu'ils n'ont pas été très nombreux en tant que rapports personnels ». Les réceptions localisées des spectacles promus par ces organismes témoignent d'un certain décalage entre la définition « par en haut » de ce que seraient les consommations culturelles des travailleurs immigrés et la réalité des pratiques culturelles des saisonniers. Au-delà de leur contenu et de leur succès ou insuccès, ces opérations de communication sont toutefois reconduites d'année en année et offrent à l'état objectivé, une explicitation du public réel visé par ces dispositifs. Il s'agit d'abord de montrer aux représentations consulaires et aux électeurs de gauche que l'État manifeste un souci des cultures des travailleurs étrangers et qu'il cherche à valoriser celles-ci.

« La semaine des immigrés » : un « grand » événement qui doit rester discret

À compter de novembre 1976, le secrétariat d'État aux Travailleurs immigrés, par l'entremise de l'Office culturel puis de l'ICEI, organise également chaque année la semaine des rencontres Français-immigrés. Il s'agit d'une opération nationale de communication qui, comme l'évoque Paul Dijoud à l'intention des préfets vise, en théorie à renforcer les liens entre « Français et étrangers ⁴⁰ ». Cette opération, renouvelée année après année jusqu'en 1980 est rebaptisée « Semaine du dialogue » en 1978. Elle s'appuie massivement sur un réseau associatif local (près de cent-cinquante associations culturelles de travailleurs immigrés). De nombreux événements (près de deux cents) sont organisés partout en France : repas « traditionnels », pièces de théâtre, colloques, rencontres sportives... Les agents de l'État (DPM, préfectures, municipalités, réseaux d'accueil) sont invités à participer matériellement à l'organisation des manifestations en lien avec les associations. Ils s'investissent dans l'entreprise non sans une certaine réticence et parfois avec un certain mépris ⁴¹.

Les archives privées disponibles permettent de se faire une idée des manifestations organisées pour la « semaine Français Immigrés » de 1979. Les associations gérantes de foyers et entretenant des liens étroits avec l'État comme l'AFTAM ⁴² participent activement et organisent des soirées « couscous » (comme à Noyon) ou des repas chinois sous l'égide du comité local d'aide aux réfugiés asiatiques. Des pièces de théâtre sont jouées par des immigrés (Macon). Une vingtaine de matchs de football entre Français et immigrés sont organisés, les immigrés étant le plus souvent organisés par nationalités.

40. AFB. Note aux préfets de Paul Dijoud octobre 1976.

41. Entretien avec Paul Schiettecatte, conseiller technique (1975-1980), Paris, 2003 : « Vous participez à l'organisation de la semaine du dialogue Français-immigrés ? Ah oui oui, ce que la DPM appelait la semaine du blanc ».

42. Association pour la formation technique de base des Africains et Malgaches.

Lionel Stolérou alors secrétaire d'État (à gauche) en visite dans un foyer Sonacotra (1977) ⁴³

Mais le succès de ces manifestations impulsées par les représentants de l'État reste très limité. Dans le Puy de Dôme par exemple, le président de l'association culturelle des Portugais du département se plaint dans la presse locale des pertes sèches engendrées par la manifestation :

« On ne nous y reprendra pas. Certes dans l'esprit cette semaine du dialogue à l'intention des migrants était au départ une bonne idée. Mais ce qui en a été fait doit être vite oublié. D'ailleurs ce ne sera pas difficile puisqu'il ne s'est rien passé ⁴⁴ ».

Ces demi-échecs s'expliquent par la situation paradoxale dans laquelle s'inscrit cette opération. La valorisation par ces hauts fonctionnaires de cette manifestation oscille en permanence entre la discrétion et l'autosatisfaction. Dans la lettre relançant chaque année la manifestation, Paul Dijoud évoque auprès des préfets « le souci de ne pas donner le sentiment à l'opinion française d'avoir à subir une campagne publicitaire en faveur des immigrés ce qui irait vraisemblablement à l'encontre des objectifs recherchés ⁴⁵ » et préfère, aux manifestations d'envergure, les opérations « concrètes, même de dimensions modestes ». Si la *Semaine des immigrés* est fortement médiatisée auprès des

43. Nous remercions C. Hmed pour cette photographie collectée dans le cadre de son travail de thèse auprès d'un gérant de foyer.

44. AFB. Coupure de presse de 1977, non datée.

45. Dijoud P., note aux préfets reproduite dans *Hommes & Migrations*, juillet 1979, n° 973.

représentants consulaires et des responsables d'associations immigrées, l'éventuelle hostilité d'un public conservateur reste pour les membres du cabinet ministériel l'horizon indépassable de ces réalisations. Ce type d'opérations ne peut également que difficilement s'affranchir de ses réceptions politiques et militantes. À mesure que se développent les rumeurs fondées d'un projet de loi autour des retours forcés, ces manifestations sont de plus en plus critiquées et délaissées par des acteurs qui y voient « une hypocrisie grossière pour tenter de camoufler la réelle politique actuelle qui est une négation des droits acquis des travailleurs immigrés ⁴⁶ ». Lorsqu'il s'agit de porter un discours public, les agents de l'État se trouvent immédiatement en compétition avec d'autres acteurs. Les prises de position politiques autour de l'immigration sont structurées autour de clivages préconstitués et avec lesquels toute entreprise de publicisation doit composer. Dans ce contexte très particulier, les terminologies portées par le secteur de l'interculturel au niveau national mais aussi international offrent une ressource précieuse pour contourner partiellement les paradoxes inhérents à une telle production symbolique.

La politique « interculturelle » : la diffusion d'une représentation du social sans l'État

La France n'est pas le premier pays en Europe à proposer des dispositifs de ce type et notamment des émissions de télévision en direction des travailleurs immigrés. En Allemagne sur WDR/UKW une émission est diffusée depuis 1970, en Belgique sur la RTBF depuis 1967, en Grande Bretagne sur BBC4 depuis 1966, aux Pays-Bas sur Hilversum depuis 1968 et en Suisse sur RSI depuis 1962. Hormis en Belgique et au Royaume-Uni (où il s'agit uniquement de programmes musicaux et folkloriques), toutes ces émissions proposent également des reportages sur les pays d'émigration à destination des télé-spectateurs nationaux. Un processus comparable peut émerger dans d'autres pays alors même qu'il n'y existe pas toujours des structures ou des offices d'État, car ce discours sur les « relations interculturelles », porté à un niveau intergouvernemental, est relayé au sein d'un champ internationalisé d'experts et de diplomates ⁴⁷. À compter de 1977, les hauts fonctionnaires de ces organismes culturels délaissent les terminologies liées à la « promotion culturelle » et reprennent à leur compte un discours européen qui tend à se diffuser à l'époque autour du « nécessaire » développement des « relations interculturelles » et des besoins culturels des « enfants de la deuxième génération ⁴⁸ ». Ils espèrent tirer de cette connexion aux débats internationaux une marge d'auto-

46. Communiqué du FASTI, novembre 1979.

47. Ducoli B. et Martynow Remiche A., *Les grands media au service de l'identité culturelle des travailleurs migrants*, Conseil de la coopération culturelle, Affaires culturelles, 1979, Strasbourg et aussi Momméja, A., *Les enfants d'immigrés au temps du droit à la différence. Socio-histoire d'une politique compassionnelle*, Thèse pour le doctorat de Sociologie, Université de Nanterre, 2016.

48. Momméja A., *ibid.*, pp. 52-91.

nomie vis-à-vis du gouvernement et rejettent en partie les discours initialement proposés par Paul Dijoud, les jugeant d'ailleurs publiquement « paternalistes »⁴⁹ pour faire leur un autre *credo*. La référence explicite à ces débats est visible dans certains documents produits par les deux offices, comme ce rapport de 1979 sur les besoins éducatifs, sociaux et culturels des travailleurs immigrés dans lequel les auteurs se réfèrent explicitement à différentes OIG et où la « commission propose comme objectif de donner aux enfants une éducation interculturelle conformément aux recommandations de la Commission des Droits de l'Homme, de l'UNESCO, du Conseil de l'Europe et d'autres institutions internationales »⁵⁰. Cette circulation des concepts est facilitée en France dans la mesure où la plupart de ces agents viennent de la coopération et que ce discours sur *l'interculturel* tend à rehausser symboliquement la position occupée par ses promoteurs. En ne présentant plus leur action comme dépendant des intérêts politiques immédiats du gouvernement, en prétendant à une certaine autonomie, les « anciens de la coopé » tirent du travail sur les catégories, sur « le racisme », sur les « communautés », un profit symbolique immédiat. Ils réalisent une mise à distance du stigmate de la coopération en dénonçant eux-mêmes les discours paternalistes et en se connectant visiblement aux discours anglo-saxons perçus comme étant les plus progressistes et les plus usités dans les instances internationales.

« L'interculturel » comme moment de réactualisation de l'énonciation publique des spécificités nationales

Cette conversion est d'autant plus spectaculaire pour les agents de la « Coopé » qu'elle s'effectue de surcroît pour certains en seulement quelques semaines. Quelques mois auparavant, Stéphane Hessel co-dirigeait par exemple le rapport Abelin sur la politique de coopération où la terminologie employée faisait encore explicitement référence à la « race »⁵¹. Dès lors, ce discours « interculturel » transparaît des nombreux documents émis par ces offices. L'immigration est désormais présentée sous l'angle de la nécessaire coexistence en France de différentes « communautés ». Les différences entre peuples seraient fondées sur des écarts de culture et de tradition et il s'agirait pour le Français ordinaire d'en prendre conscience. Du côté du CEDIM (l'organisme à destination des « Français »), une série de plaquettes sur les pays d'émigration est distribuée dans les ANPE et les bureaux de Poste. Chacun des pays d'émigration fait l'objet d'un dépliant et d'une affiche spécifique où l'on entend présenter « aux Français » l'histoire, l'économie et la culture d'un pays étranger.

49. Stéphane H., bulletin du SSAE, avril 1976, n° 29.

50. Rapport ICEI sur les besoins culturels des migrants, 1979, p. 11.

51. On pourrait d'ailleurs faire l'hypothèse que les discours sur les « *race relations* » tels qu'ils sont portés au même moment au Royaume-Uni ne peuvent s'imposer pour ces acteurs au même moment tant les terminologies en termes raciaux renvoient au vocabulaire que ces acteurs sont en train de délaisser pour éviter d'être associés au lexique colonial dénoncé par la sphère militante (sur ce point lire Momméja A., *op. cit.*, 2006, pp. 168-178).

Plaquettes sur les pays d'émigration diffusées dans différents lieux publics (Poste, ANPE...)

La mise en forme d'un *problème public* passe fréquemment par la personnalisation, la mise en scène de personnages (citoyens ordinaires ou déviants incarnant les bons et mauvais exemples), bref de figures aux prises avec les *normes publiques de moralité* que les agents de l'État tentent d'instituer. Elle prend souvent aussi appui sur des énoncés savants. Ces procédés rhétoriques sont particulièrement visibles dans le cadre des documentaires que ces différents organismes diffusent. À compter de 1978, est proposée une banque de films où des « organismes culturels, éducatifs et sociaux qui mènent des actions sur le thème de l'immigration ⁵² » sont invités à venir puiser.

L'un d'eux met, par exemple, en

scène Monsieur Chérifi, un immigré tunisien qui se heurte à l'incompréhension des « Français » et de l'administration après une opération de l'appendicite. Les personnages incarnent « l'insécurité » dans laquelle se trouve « l'immigré ». Ils donnent chair à la représentation des rapports entre Français et étrangers que les offices tendent alors à promouvoir. L'accent est mis sur le « vrai » témoignage, la « parole » des intéressés ; comme si la disparition d'intermédiaires apparents entre la « vie » d'un travailleur immigré et « l'opinion publique » venait renforcer la performativité du propos avant de laisser la place à un propos universitaire. Les sciences sociales sont enrôlées dans « une forme de rhétorique pensée pour générer une croyance ⁵³ ». Les propos des chercheurs sont « découpés » et insérés par le biais du montage (pour les films) ou par le jeu des citations (pour les discours) pour venir corroborer un propos plus général sur les rapports entre Français et étrangers. Parmi les thèmes récurrents pour lesquels les universitaires sont invités à donner une légitimité scientifique, celui de « l'utilité des travailleurs étrangers » est un des plus courants. Il s'agit de rappeler leur rôle dans l'économie française comme dans ce documentaire où interviennent Georges Tapinos (professeur à l'Institut d'études politiques) et Pierre Demondion (directeur de l'ONI). Ce thème est

52. ICEI, « Animation, immigration : banque d'images », Paris ICEI, 1978 (CIEMI).

53. Gusfield J., *The culture of public problems, Drinking Driving and Symbolic order*, Chicago, UP, 1981, p. 28.

également largement développé dans les panneaux des expositions placées sous différents salons professionnels (voir ci-dessous).

Extraits d'une exposition itinérante sur « les travailleurs immigrés en France » visible sur différents salons professionnels entre 1976 et 1978

Le recours, plus rare, à des sociologues apparaît avoir une autre utilité. Il est perçu comme légitime lorsqu'il s'agit de réaliser le portrait d'une « communauté » (Atan Gokalp intervenant par exemple dans le film sur la communauté turque). Ici le discours sociologique participe à une redéfinition des représentations collectives. Il vient avaliser l'idée de l'existence de différentes communautés entre lesquelles un dialogue serait nécessaire. La plaquette concernant « la Yougoslavie » explique par exemple à l'attention des Français que « les Yougoslaves constituent une communauté bien organisée et assez repliée sur elle-même (...) [mais qu'ils] connaissent moins de problèmes sociaux que d'autres communautés étrangères ». Chaque « communauté » fait ainsi l'objet d'un portrait, plus ou moins flatteur, dans lequel est en perma-

nence mesuré l'écart, « la distance culturelle » comprise entre le groupe immigré et les Français. Cette « distance » ou « proximité » peut être religieuse comme le précise le portrait d'une communauté portugaise qui est présentée « tant sur le plan géographique que culturel » comme « très proche de la France ». Tandis que dans le cas de la communauté turque, le caractère rural des migrants expliquerait une distance à parcourir :

« Les Turcs doivent faire l'apprentissage de la vie urbaine (...) Il y a une rupture importante entre la vie communautaire dans le pays d'origine et la vie de couple en France. Les femmes en particulier coupées de leur milieu familial traditionnel tentent de reproduire le modèle qu'elles ont connu dans leur village. La méconnaissance du Français accroît l'isolement des Turcs ».

L'importation de ce nouveau lexique se fait à la fois dans une logique de continuité et de rupture vis-à-vis du discours traditionnel sur l'assimilabilité. Le discours sur les « cultures » et la « distance culturelle » garde pour étalon un groupe national et s'inscrit dans le sillage du maintien des divisions juridiques entre Français et étrangers. Il recoupe totalement les attendus de la DPM et de l'ONI qui cherchent à valoriser les migrations de travailleurs en provenance du Portugal ou d'Espagne mais en lui donnant un contenu d'apparence scientifique et exprimé sous des formes culturalisées. La description des communautés et de leur écart par rapport à la « culture » française recoupe à bien des égards les « degrés d'assimilabilité » tels qu'ils étaient plaidés dans d'autres circonstances et antérieurement par les démographes ⁵⁴. Ce nouveau discours hybride sur les « cultures » se construit bien souvent en empruntant un vocabulaire « sociologisé » centré sur la « communauté » (sa cohésion interne, son organisation). Sociologisé mais pas sociologique pour autant, la question de « l'intégration » n'est, par exemple, jamais pensée dans ces documents à partir de la place occupée dans le cycle migratoire par le groupe de migrants ou comme une question se posant pour l'ensemble de la société (une société étant suivant Durkheim plus ou moins intégrée dans son ensemble). La question du caractère récent ou ancien des migrations n'est pas non plus évoquée tout comme l'idée qu'il pourrait exister des « âges de l'immigration ». La coexistence entre communautés se pense uniquement à partir des traits culturels dont seraient porteuses des *ethnies*. La plaquette concernant « la communauté africaine en France », seule plaquette qui ne porte pas sur un pays mais sur plusieurs (Mali, Mauritanie, Sénégal), en offre un parfait exemple en décrivant le fonctionnement d'une supposée « ethnie africaine » dont le fonctionnement n'est en aucune façon remis en cause par la migration : « Une organisation communautaire placée sous l'autorité d'un chef est établie sur la base du village. Une grande solidarité tant morale que matérielle existe entre les

54. Weil P., *La France et ses étrangers : l'aventure d'une politique de l'immigration de 1938 à nos jours*, Paris, Calmann-Lévy, 1999, p. 34.

membres de chaque communauté qui appartiennent généralement à la même ethnie ». Malgré les velléités d'autonomisation, la production d'un discours public autour de l'immigré s'inscrit dans la continuité d'un discours étatique préexistant. C'est ce qui explique que l'activité générale de l'État par rapport à « ses » immigrés reste très largement un impensé de cette production symbolique. Les relations des immigrés avec les services de préfecture ou l'administration, les contrôles aux frontières, l'activité de l'institution judiciaire ou policière sont tues. Le récit « interculturel » s'impose d'autant mieux qu'il évacue le plus souvent le rôle de l'État et propose un *nomos* où « immigrés » et « Français » seraient face à face. Le rôle de l'État dans cette mise en scène du réel est réduit à celui de « facilitateur » entre deux « groupes », Français et immigrés. Ceci ne s'exprime sans doute jamais autant que lorsque ces offices se proposent de former les agents de l'État à l'*interculturel*. Un rapport produit en 1979 par l'ICEI propose de développer « l'information, l'orientation et l'assistance administrative », mais les modèles présentés dans tous ces documents n'évoquent que la question de l'accueil et non les conséquences des législations sur la vie des migrants. Jamais la haute administration ne semble concernée par la nécessité d'une familiarisation ou d'une formation à la sensibilité interculturelle. Dans tous ces documents, le terme « administration » ne renvoie d'ailleurs explicitement qu'à une partie du travail administratif, celui de l'aide sociale ⁵⁵, un secteur qui finance directement, via le FAS, ces mêmes organismes. Avec le temps, cet impensé va s'exprimer de façon de plus en plus incontrôlée car ces promoteurs du dialogue interculturel doivent également défendre la ligne gouvernementale du retour des travailleurs étrangers dans leur pays d'origine, ligne qui se durcit à partir de 1977 :

« Moi je suis chargé de charrier toute l'info et notamment toute l'info officielle et donc il y a une vraie contradiction. Je me balade dans les pays d'origine, je vois plein de monde, on voit plein de trucs et les gens me disent, c'est bien ce que vous faites, on va vous aider mais je suis aussi le petit télégraphiste de l'aide au retour et c'est vrai qu'on nous a quand même beaucoup tapés dessus... Et d'ailleurs on a édité un certain nombre de documents qui n'étaient pas sous le timbre de l'ICEI mais sous l'angle du secrétariat d'État parce que j'ai dit au cabinet : attendez soyez pas si con, il y a une carotte et un bâton mais on n'est pas obligés de les mettre côte à côte sur la même image sinon ce n'est plus possible ⁵⁶ ».

La production de l'émission *Mosaïque*, diffusée sur FR3 entre 1977 et 1987, rend éminemment visibles les contradictions qui pèsent sur l'énonciation publique d'un discours officiel sur l'immigré qui se voudrait compréhensif.

55. Rapport de l'ICEI sur les besoins culturels, 1979, *op. cit.*, p 66.

56. Entretien avec Francis Bouquillon, Paris, 2004.

sif alors même que la réalité du travail administratif en la matière comprend un volet de plus en plus répressif.

Mosaïque : la parole des immigrés instituée en enjeu politique et diplomatique

Une partie de l'émission *Mosaïque* est consacrée à la diffusion de programmes des pays d'origine. Ceux-ci ne sont pas achetés mais prêtés par les chaînes des pays d'émigration qui se laissent convaincre de l'intérêt de toucher les populations éloignées de leurs patries d'origine. Très rapidement, ces programmes vont faire l'objet d'une surveillance rapprochée à la fois des ambassadeurs des pays d'émigration basés à Paris, du ministère de l'Intérieur français et du secrétariat d'État aux Travailleurs immigrés. À la demande de Paul Dijoud, tous les *rushes* sont visionnés avant diffusion afin de retirer ce qui pourrait potentiellement « poser problème » sur le plan politique. Le conseiller technique désigné à cette tâche, puis l'attachée de presse du cabinet, sont censés « déminer » en amont tout ce qui pourrait « choquer un public français » ou des interlocuteurs diplomatiques ⁵⁷. Mais il n'est pas toujours possible de couper totalement les scènes incriminées la veille de la diffusion. Certains arrangements sont alors trouvés. C'est le cas par exemple dans l'émission du 3 octobre 1978, où des propos d'un représentant du ministère de l'Intérieur marocain évoquant le fait « qu'en France les ressortissants étrangers et notamment marocains sont sujets à expulsion » ne fera pas l'objet de sous-titrage au montage ⁵⁸. L'entretien étant enregistré en arabe, les conseillers de Paul Dijoud présupposent ainsi que les spectateurs français ou les responsables du ministère de l'Intérieur ne pourront être « gênés ». Mais à aucun moment ce contrôle n'est total (du fait notamment du rythme des émissions et de l'important volume de vidéos à visionner). Un quart des émissions se déroulant en public et en direct, l'encadrement en est rendu d'autant plus difficile, au grand dam de Dominique Maire, attachée de presse de Lionel Stoléru, qui se voit souvent sermonnée *a posteriori* ⁵⁹.

57. Entretien avec Jean-Jacques Gentil, conseiller technique de Paul Dijoud (1974-1976), Paris, 2004.

58. AFB. Note de l'ambassade du Maroc datée du 27 novembre 1978.

59. Entretien avec Dominique Maire, attachée de presse de Lionel Stoléru (1976-1981), Paris, 2004.

Mosaïque

En cas de « fuite » ou d'article « désobligeant » dans la presse, le président de l'ICEI et le directeur général sont rappelés à l'ordre par le cabinet. C'est par exemple le cas en juin 1980, alors qu'un journaliste de *Libération* ayant accédé au plateau d'enregistrement écrit un article critique sur l'émission. Le directeur de cabinet du secrétaire d'État somme le directeur de l'ICEI de se justifier ⁶⁰.

Cette préoccupation du cabinet ministériel visant à limiter d'éventuelles retombées médiatiques désobligeantes n'est sans doute pas propre à « l'immigration ». Mais cette contrainte s'ajoute ici à la surveillance permanente que mènent les autorités consulaires à l'égard de l'expression publique de leurs ressortissants expatriés. En effet, l'émission devient progressivement un enjeu entre les différents pays d'émigration qui espèrent y passer le plus souvent possible afin de valoriser leur image. Régulièrement, des ambassades conseillent tel ou tel groupe de musique ⁶¹, mais surtout se manifestent dès que des acteurs associatifs ou politiques hostiles au pouvoir ont accès à l'antenne ⁶². Le 7 février 1978, l'ambassade du Maroc saisit par exemple le secrétariat d'État sur l'enjeu du Polisario :

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que le 21 janvier 1979, le représentant de langue arabe Monsieur Jelloul, en parlant du livre « la Rose des sables » a saisi cette occasion pour déborder sur les problèmes d'ordre politique. Il est de notoriété publique qu'un différend oppose le Maroc et l'Algérie sur le Sahara Occidental. Nous avons, les uns et les autres réussi à tenir les ressortissants marocains et algériens migrants en France, en dehors des effets de ce problème ».

60. AFB. Note d'Hubert Maigrat directeur de cabinet de L. Stoléro au directeur général de l'ICEI du 10 juin 1980.

61. AFB. Note de l'ambassade du Portugal à l'ICEI, le 4 mars 1981.

62. AFB. Courrier de l'ambassade du Portugal, le 18 janvier 1978.

Ne maîtrisant pas toujours les contextes politiques intérieurs des pays d'émigration, les réalisateurs de l'émission sont soumis à des critiques sur les propos tenus par tel ou tel groupe musical dont ils découvrent *a posteriori* qu'il développait par exemple « des propos extrêmes » en langue turque ⁶³. Les émissions réalisées à l'étranger peuvent également susciter des problèmes diplomatiques qui dépassent largement les réalisateurs. C'est le cas notamment lors d'un déplacement à Alger entre le 26 et 30 novembre 1980 au cours duquel la direction de la télévision algérienne contraint Jean-Marie Carzou à diffuser un reportage algérien tourné en France sur les conditions de scolarisation des enfants algériens dans l'Hexagone. Après diffusion du reportage, le directeur général de l'ICEI est sommé de se justifier auprès du directeur de la Population et des migrations ⁶⁴ :

« À Alger Monsieur Carzou [le réalisateur] s'est retrouvé devant un véritable ultimatum (...) il lui a été signifié que l'émission comporterait le documentaire ou n'aurait pas lieu. L'émission a donc été diffusée avec ce documentaire dont je dois souligner le caractère très critique à l'égard des conditions de vie et de scolarisation qui seraient faites aux jeunes immigrés algériens ⁶⁵ ».

Sur le plan politique, l'émission *Mosaïque* est également critiquée par l'extrême gauche qui y voit de plus en plus une propagande pour l'aide au retour mais aussi par l'extrême droite, notamment par l'intermédiaire du journal *Minute* qui accuse l'émission d'être une « succursale de la télévision algérienne » où l'on diffuse « des films de propagande antifranaïaise ⁶⁶ ». Sur le modèle de l'émission télévisé, le cabinet de Lionel Stoléru envisage un temps l'idée de publier un journal pour les immigrés (aux formes graphiques qui ne sont pas sans rappeler là aussi les productions du CEDETIM). Mais ce projet, au vu de l'investissement en temps et des contraintes que représentent déjà la réalisation et l'encadrement d'une seule émission de télévision, est finalement abandonné.

Malgré ces tensions inhérentes à l'énonciation par l'administration de ce que seraient les relations entre Français et étrangers, un volet culturel subsiste et se maintient en dépit aussi des changements d'orientation politique ou de l'alternance de 1981. Cet état de fait montre l'impossibilité pour les acteurs politiques et administratifs successifs de se défaire d'une configuration où, ayant ouvert, même de façon contrôlée, un espace de parole, ceux-ci ne peuvent que difficilement le retirer et s'en départir.

63. AFB. Lettre de l'Union des étudiants turcs de France suite au passage d'un chanteur pro fasciste turc dans l'émission du 24 mai 1981.

64. AFB. Note du 4 janvier 1980.

65. AFB. Note du 4 janvier 1980.

66. *Minute*, n° 943, du 7 au 13 mai 1980.

Maquettes d'un projet qui n'a jamais vu le jour :
un journal pour les immigrés financé par le gouvernement

Ce travail permanent des agents de l'État sur leurs propres catégories de classement, cette mise en récit d'une histoire de l'immigration et cette mise en scène d'un clivage (national / étranger) dont ils assurent par ailleurs quotidiennement la pérennisation juridique et administrative, semblent subsister au-delà des aléas électoraux.

Ainsi, après 1981, l'ensemble des présidents et directeurs généraux de l'ICEI sont progressivement écartés, de même qu'un certain nombre de collaborateurs jugés trop proches des « giscardiens ». Mais la majeure partie de l'équipe en charge de la réalisation technique des émissions reste en place (notamment le réalisateur Tewfik Farès) jusqu'en 1987. Publiquement, les structures font l'objet d'un audit financier ⁶⁷ et d'un bilan « politique » dressé par Françoise Gaspard, députée-maire de Dreux, qui se voit par ailleurs confier par François Autain un rapport sur l'expression culturelle des immigrés ⁶⁸. Des distances sont prises alors avec le septennat giscardien, mais le volet culturel de la politique d'immigration est pérennisé. La suppression pure et simple de ces organismes n'est pas envisagée par le gouvernement, sans doute parce qu'elle serait perçue comme un geste politique « maladroit » en direction des immigrés et notamment des associations culturelles ⁶⁹. L'ICEI devient l'ADRI (Agence pour le Développement des Relations

67. Rapport de la Cours de comptes sur l'ICEI, déposé le 31 décembre 1981.

68. Gaspard F., *L'information et l'expression culturelle des communautés immigrées en France, bilans et propositions*, Paris, 1982.

69. Keyhani N., *Les « relations interculturelles » : trajectoire sociale d'une catégorie réformatrice*, Thèse pour le doctorat de sociologie, ENS Cachan, 2014.

Interculturelles) qui elle-même sera à l'impulsion de la Cité Nationale pour l'Histoire de l'Immigration.

Cette continuité dans les modes de légitimation d'une action publique laisse à penser que le volet culturel de la politique d'immigration s'est constitué peu à peu comme une *catégorie d'intervention publique* en soi, nécessitant l'investissement d'acteurs « spécialisés ». Mais l'intérêt analytique de cette expérience se situe surtout dans ce qu'elle révèle du rôle permanent et ordinaire que joue l'État dans la production officielle des différences culturelles.

À travers le versant culturel de la politique d'immigration, les agents de l'État contribuent au maintien d'un système de classement des différences culturelles et nationales dont le mètre étalon reste toujours la culture du pays hôte qui se voit ainsi indirectement célébrée pour son ouverture d'esprit et sa capacité empathique à saisir la diversité des autres formes culturelles. Des cultures cohabiteraient sur le territoire. Mais le travail de typification de ces cultures auquel procède l'État lui-même afin de produire un tel récit n'est pas discuté ou analysé. Il aboutit à des représentations du social fondées sur une coprésence de peuples pour lesquels l'État français ne serait qu'un médiateur. Bien sûr, le volet culturel de la politique d'immigration, comme tout processus de production symbolique, fait face à des processus de résistance, à des formes d'appropriation qui même si elles peuvent parfois sembler « dérisoires » (on pense ici aux rires des travailleurs immigrés face à l'exposition de ce qu'était censé être leur propre folklore) n'étaient pas toujours anticipées : messages politiques passés « en contrebande » dans des chansons supposées être divertissantes, critique du gouvernement français par des ministres étrangers dans une émission censée défendre le gouvernement... La mise en récit des rapports entre Français et étrangers ne peut rester bien longtemps le monopole exclusif des agents de l'État. Et ceux-ci ont à composer en permanence avec d'autres acteurs associatifs ou politiques qu'ils ne peuvent contrôler totalement. Mais la séquence historique analysée ici montre aussi à quel point ces victoires éparses peinent à s'agréger. La continuité du travail administratif, le monopole sur le discours d'intérêt général, les ressources juridiques et matérielles dont disposent les cadres d'administrations centrales placent tendanciellement ces derniers en position dominante face aux formes d'auto-organisation et de production culturelle des migrants.